

Tribune

Le droit des peuples à être bien gouvernés

Par Alexandre Malafaye

Serions-nous parvenus au degré zéro de la vie démocratique ? La situation actuelle de la France laisse peu de place au doute : au mot crise, vaste fourre-tout au parfum d'enfer, il est désormais possible d'accoler tant d'adjectifs qu'il devient difficile de choisir une priorité : **crise institutionnelle, morale, politique, judiciaire, économique, financière, budgétaire, sociétale**. Quelle sera la suivante ? Et, pour évoquer les derniers événements, il paraît choquant que le **parjure devant la représentation nationale** ne constitue pas un délit passible de lourdes sanctions. Voilà bien une autre preuve de **l'impunité généralisée** qui gangrène le système. Il apparaît tout aussi surprenant que le gouvernement n'ait pas présenté sa démission au Président de la République qui aurait bien sûr pu la refuser. Il est vrai qu'avec un niveau d'**impopularité** si rapidement atteint, le chef de l'Etat doit être quelque peu circonspect sur la conduite à tenir. Il semblerait pourtant qu'il ait pris la mesure de la menace née des récents scandales et soit tenté de nous proposer de nouvelles lois destinées à moraliser la vie politique. La belle affaire !

En voilà assez ! La démocratie, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, est comparable à un paquebot lancé à pleine vitesse avec un énorme trou à l'avant de la coque. En l'état, le naufrage est inéluctable. Force est de constater qu'année après année, la France devient un pays pauvre, ou grandement appauvri. La voilà maintenant sur le point d'accéder au statut de nation faible, incapable de faire vivre ses valeurs.

En voilà assez ! La France est notre pays, celui que nous aimons, celui que tant d'autres nous envient encore. Celui qui, par son Histoire, sa culture et ses valeurs doit continuer à rayonner pour que, dans ce monde perturbé, ce en quoi nous croyons ne disparaisse pas.

Mais la France est malade, très malade et ses souffrances sont la conséquence d'une **longue série de maux combinés et jamais soignés** : démagogie, électoralisme, clientélisme, corporatisme, politisation de tous les débats, clanisme, partisanerie, instrumentalisation, égoïsme, courtermisme et règne de l'instant, émotion (y compris législative) fuite en avant, opportunisme, promesses non tenues parce qu'impossibles à tenir, stratégie personnelle, mensonges (parfois d'Etat), incompétence, impunité, irresponsabilité, inefficacité, populisme. Il n'y a hélas pas d'autre analyse et, **sauf à changer les règles du jeu**

démocratique, notre pays continuera sa descente aux enfers, jusqu'au jour de la rupture. Car les mêmes causes produiront les mêmes effets, les hommes resteront les hommes et le système actuel ne peut pas avoir d'autre marqueur que l'inefficacité.

En voilà assez ! Mais changer ne veut pas dire réformer. Changer veut dire **créer de nouvelles règles de gouvernance** pour qu'enfin, le peuple soit bien gouverné. C'est son droit le plus strict, fondamental. C'est son **droit absolu** de payeur en dernier ressort, d'actionnaire de la nation. Car en définitive, pourquoi l'Etat échapperait-il à toutes les règles de bonne gestion et à l'obligation de résultat auxquelles ni l'individu, la famille, l'association, l'ONG, la PME, le grand groupe ou le journal ne peuvent se soustraire, faute de risquer la faillite et la honte ? En vertu de quoi l'Etat aurait-il le droit d'être le seul mauvais élève et de faire payer ses fautes par les autres ? Et à ceux qui douteraient encore de la gravité du diagnostic, nous les renvoyons aux programmes électoraux des trente dernières années. Relisez-les ! Il n'est de plus belle illustration de la célèbre maxime du petit père Queuille. « Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent ». Nous pouvons aussi nous convaincre en consultant les indicateurs de la France. Là encore, quel paradoxe ! Notre pays peut s'enorgueillir de disposer d'un des Etats les plus interventionnistes et couteux de la planète, d'un niveau de dette record (synonyme d'une dépense publique considérable), d'un taux de fonctionnaires par habitant parmi les plus élevés au monde, d'une fiscalité record et d'un système social exemplaire. Mais en face, qu'avons nous ? Sommes-nous un champion économique ? Avons-nous réussi à vaincre le chômage et à éradiquer la pauvreté ? Pouvons-nous affirmer à la face de l'Humanité que la devise de notre pays – Liberté Egalité Fraternité – n'est pas seulement inscrite aux frontons de nos édifices publics ?

Avec une croissance à l'arrêt, une désindustrialisation évidente, un commerce extérieur très déficitaire, près de 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, un chômage très élevé et en hausse constante, des intérêts de la dette qui constituent le deuxième budget du pays et une influence en baisse, rien ne sera plus difficile. Pire, la courbe de tendance va dans le mauvais sens. Et, pour rajouter aux difficultés et aux désillusions à venir, il ne faut pas oublier que la liste des réformes à mener, et donc des hausses d'impôts et de charges tous azimuts à venir, n'en finit pas de s'allonger. La faute en revient aux précédents gouvernements de n'avoir pas traité les problèmes, ou si partiellement qu'ils ne faisaient que repousser l'échéance. Et l'actuel paraît bien loin d'avoir inversé ou même ralenti la tendance. Dans d'autres domaines, cela s'appelle faire de la cavalerie. Mais lorsqu'il s'agit de l'Etat, cela ne constitue pas un délit. Bientôt deux mille milliards d'euros de dettes... Non, non, ce n'est pas un délit. **C'est une banqueroute !!!** Un crime contre les générations futures. Mais pas seulement, la nôtre commence à payer la facture de trente années de gabegie. Sans que personne ne soit ni responsable, ni coupable.

En voilà assez ! Pour autant, nous ne croyons pas qu'il faille trop blâmer les hommes politiques. s'il faut bien sûr punir les escrocs – il s'en trouve partout – et aussi écarter les incapables, même si c'est souvent plus difficile à faire qu'à dire, nos dirigeants, dans leur grande majorité, sont des hommes et des femmes aux convictions sincères. Ils sont hélas soumis aux règles impitoyables d'un système qui ne marche pas, ou plutôt, qui les oblige à jouer la partie d'une façon contraire à l'intérêt général et aux enjeux du moyen et du long terme. Ils sont obligés de faire avec les sondages, les sautes d'humeur du Peuple et la une des journaux, les échéances électorales qu'il faut gagner coûte que coûte, la nécessité de s'attacher les faveurs d'un électorat au détriment d'un autre, les oukases de leur parti, la

conjoncture, les crises. Et, comme rien ne leur interdit de promettre la lune, même s'ils la savent hors de portée, ils ne se gênent pas, du moment qu'elle leur permet de garder leur place au soleil, en l'occurrence, le Pouvoir.

En voilà assez ! Certains prétendront toutefois que le Peuple ne peut s'en prendre qu'à lui-même, qu'il a les élus qu'il mérite. De telles affirmations sont aussi stupides que ces avertissements entendus dans le métro : « Ne tentez pas les pickpockets ». C'est le monde à l'envers ! Ainsi, les victimes des voleurs seraient des tentateurs et les électeurs des coupables. Ceux qui affirment de telles inepties ne connaissent pas le Peuple ni le principe de nos élections. S'il a bien le choix entre plusieurs candidats lorsqu'il faut voter, le Peuple n'a pas celui de changer le système ni de rejeter en bloc toute l'offre politique. L'abstention et le vote blanc ne servent à rien, même pas à se faire entendre. Ce qui explique en partie sa défiance vis-à-vis de la classe politique ; elle n'est pas récente, comme de nombreux sondages en attestent. Pourtant, il fait son devoir, se mobilise pour les élections, participe aux campagnes, suit les débats et vote le jour venu. Pourquoi ? Par bêtise ? Par crédulité ? Bien sûr que non. Le Peuple de France veut garder espoir, il refuse la fatalité, il veut croire qu'un homme providentiel viendra et qu'enfin, il fera ce qu'il promet, aplanira les difficultés, se comportera en visionnaire et réussira à réformer le pays et à le mettre sur la voie du redressement. Mais un homme seul ne suffira plus à transcender les défaillances profondes de notre système.

Pour que la France reste la France, il faut sauver le modèle démocratique, le régénérer en profondeur, lui donner une deuxième vie et en faire un nouveau modèle envié. Mais de quoi parlons-nous ? Il ne s'agit pas uniquement de moraliser la vie politique française. Un tel pas, même s'il est fait dans la bonne direction, serait pour l'essentiel vain. D'abord parce que l'Histoire a cent fois démontré que de telles règles sont la plupart du temps écrites par ceux-là mêmes qui s'emploieront à les contourner. Ensuite, il ne faut pas perdre de vue que servir son pays et faire de la politique constituent un devoir et une joie. Le règne de la terreur morale agira comme un paralysant et un repoussoir de talents. Que les ministres deviennent sinistres ne changera rien à l'affaire. La moralisation, même sous forme de choc, ne sera jamais un principe d'action. Or, c'est bien d'actions concrètes dont nous avons besoin pour redresser et même sauver notre pays.

Il faut prendre la pleine mesure du péril qui menace la France et aussi l'Europe. La voie de tous les populismes gronde, elle nous rappelle les pires heures d'un passé encore récent, elle nous permet d'affirmer que nous sommes au bord de la rupture.

En voilà assez ! Assez d'attendre en agonisant, de Charybde en Scylla, de désillusion en désespoirs. Car face à cela, aucune demi mesure ne suffira jamais. Ce n'est même plus d'un choc démocratique dont nous avons besoin, mais d'une révolution de la gouvernance démocratique. Un système est mort, un autre doit le remplacer et le **Droit des Peuples à être bien gouvernés** doit voir le jour. Il faut entreprendre un **gigantesque sauvetage de la démocratie** et pour cela créer les conditions pour **que l'action politique soit jugée à l'aune de son efficacité**. Un mécanisme qui, par effet vertueux, introduira une certaine dose de méritocratie. Et ajouter à cela les principes d'une bonne gouvernance de l'Etat et de la vie publique : **transparence, responsabilité, contrôle, sanction, moralité, honneur, probité, éthique, exemplarité, justice, intérêt général**. C'est à ce prix que nous ferons du long terme le temps de la pensée politique et que nous rendrons à l'action publique sa dignité. C'est

ainsi que le **Droit des Peuples à être bien gouvernés** émergera. Faut-il une nouvelle Constitution ? Pas nécessairement. Mais de nouvelles règles très claires et très fermes, oui. De nombreuses pistes sont à explorer. En voici quelques unes : déterminer le meilleur niveau de l'action publique ; revoir le statut des élus et des gouvernants ; assurer une vraie représentativité de la classe politique ; favoriser son renouvellement et l'émergence des nouveaux talents ; mieux distinguer la fonction d'élu et celle de gestionnaire ; organiser les débats électoraux de façon rigoureuse et selon un rythme harmonieux et adapté ; forcer – ou inciter – tout candidat à une élection à privilégier le résultat de son action avant le clientélisme ; placer le principe d'efficacité au cœur de l'action publique et ce, à tous les niveaux ; mesurer avec objectivité les résultats d'une politique ou d'un programme et à donner au Peuple des données fiables pour lui permettre de choisir ; écarter du jeu politique ceux qui n'ont pas respecté leurs promesses ; sanctionner le mensonge ; punir la fraude ; donner au Peuple le droit de voter blanc et d'être entendu ; placer vraiment les élus et les serviteurs de l'Etat devant leurs responsabilités. **Faire de la politique doit devenir une exigence**, celle d'être à la hauteur de la confiance des citoyens et du pouvoir exorbitant de faire la Loi, de lever l'impôt et d'écrire l'Histoire. Et le service de l'Etat doit découler de cette exigence.

N'hésitons pas à regarder ailleurs et à nous inspirer des démocraties qui ont réussi le pari de la modernisation, qui ont agi avant qu'il ne soit trop tard, qui ont ainsi pu aborder la crise économique et financière en bien meilleure posture que la France et qui n'ont pas peur des mots efficacité, bonne gestion, transparence, sanction. En Europe du Nord ou au Canada, par exemple.

Il suffit au Peuple de le vouloir. Vraiment et vite.

Le droit des peuples à être bien gouvernés, c'est maintenant que nous devons l'inventer. La crise de la zone Euro et la situation chypriote devrait nous inciter à ne pas traîner ! Rien ne garantit aux Français qu'un vilain matin, l'Etat ne leur dira pas, « Désolé, mais nous allons devoir ponctionner vos dépôts bancaires ; c'est ça, ou la faillite totale du pays et dans ce cas, vous perdrez tout ! » Que fera le Peuple ce jour-là ? Son devoir en se référant à l'article 35 de la Constitution de 1793 ? « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. » Face à l'Histoire, nos dirigeants feraient bien de regarder d'où nous venons et de nous mener à bon port. **Faute de quoi, un jour prochain, nous n'aurons plus droit à rien.**

Voilà pourquoi, le **Droit des Peuples à être bien gouvernés**, c'est maintenant et Synopia entend œuvrer aux côtés de tous ceux qui partagent cette ambition. Il est temps de lancer les Etats généraux de la gouvernance démocratique.

*

* *